



# Justice & Libertés

Collectif de vigilance contre l'extrême droite  
et pour le respect de l'Etat de Droit

Membre de la Coordination nationale contre l'extrême droite (CONEX)

[justiceetlibertes2@gmail.com](mailto:justiceetlibertes2@gmail.com)  
<http://collectifjusticeetlibertes.blogspot.com>

**Samedi 17 mai 2014 Place Kléber à 9 H 30**

## Une journée de marche

**Pour une Europe démocratique,  
solidaire et sociale  
Contre l'extrême droite**

**Venez faire un peu de chemin avec nous :**

**Diffusion de tracts, discussion avec la population**

***Parcours: Place Kléber - Neudorf - Meinau - Montagne Verte - Eckbolsheim - Koenigshoffen - Hautepierre - Cronembourg - Schiltigheim - Place Kléber.***

Si vous souhaitez plus d'information, vous pouvez nous contacter à notre adresse mail.

Premiers signataires:

AMD (Amis du Monde Diplomatique)- APK (Amis du Peuple Kurde)- CJACP (Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine)- Comprendre et s'engager- DAL 67- FSU (Fédération Syndicale Unitaire)- Laïcité d'accord !- LDH 67 (Ligue des Droits de l'Homme)- MRAP Strasbourg- Nouvelle Donne - PCF (Parti Communiste Français- Fédération du Bas-Rhin)- PG (Parti de Gauche)- Ras l'front- SNES FSU- SNUEP FSU- SNUIPP FSU- Théâtre du Potimarron- UJFP (Union Juive Française pour la Paix)- UNSA 67 (Union Nationale des Syndicats autonomes)- UNSA éducation.

**Pour une Europe démocratique,  
solidaire et sociale, contre l'extrême droite**

L'approfondissement de la crise de l'Union européenne (UE) conduit à des transformations profondes. En effet, le problème pour les peuples n'est plus, comme hier, de se prononcer pour ou contre le prêt à penser néolibéral imposant l'austérité aux peuples pour le bénéfice d'une oligarchie financière : **tous les sondages d'opinion indiquent que le rejet de l'UE dans sa logique actuelle est massif.**

Par ailleurs, **un véritable tsunami menace l'Europe** : négocié en secret (derrière des portes closes avec instructions de laisser journalistes et citoyens à l'écart des discussions), un projet d'accord de partenariat transatlantique (APT), négocié depuis juillet 2013 par les Etats-Unis et l'Union Européenne, prévoit, derrière une démocratie de façade, une prise de pouvoir réelle par la **dictature financière** des « puissants ».

Une conséquence dramatique pour les peuples en est la disparition de toute mesure protectrice entravant, un tant soit peu, un total libre-échange assimilable à un « outil d'abattage commercial à n'importe quel prix » destiné à contrecarrer les politiques « à non rentabilité immédiate » touchant ainsi mortellement des secteurs tels que la sécurité des aliments, l'énergie, la culture, la santé, la protection de l'environnement, la régulation de la finance etc.

**Invraisemblable** ? Pas du tout car découlant en droite ligne des traités commerciaux déjà en vigueur et qui permettra aux multinationales par exemple de poursuivre en leur propre nom un pays dont la politique aurait un effet restrictif sur leur politique d'« abattage commercial »

**Illustration** : On a vu ces derniers mois des choses inouïes: des gouvernements nommés par la Commission européenne sans élections ( Italie ) ; la troïka ( l'Union européenne, Banque Centrale européenne, Fonds Monétaire International ) obligeant des gouvernements démocratiquement élus à démissionner ( cas de la Grèce ) ; dirigeant des pays contre leurs Parlements nationaux ( Portugal ) M. Barroso, président de la Commission européenne disant aux Portugais que leur problème est celui de la Constitution qu'ils se sont donnés suite à la Révolution des œillets, etc.

**L'objectif** est de placer les politiques ( monétaires, économiques, culturelles...) hors d'atteinte du champ de la délibération démocratique. Toutes les autorités comme les états, les régions, les municipalités,... devront se conformer à ce traité.

Les initiateurs de ce projet se sont donnés un délai de 2 ans pour aboutir à la mise en œuvre de leur plan. Une partie importante de ce temps est déjà écoulée et **il est urgent et prioritaire de se lever** pour empêcher l'aboutissement de ce projet inique faisant totale abstraction de toute réflexion sur le moyen et long terme et privilégiant uniquement le profit immédiat des entités décisionnelles qui travaillent d'arrache-pied à l'élaboration du traité en question.

Le chemin de la reconquête des pouvoirs et de la démocratie conduit à une refondation de l'UE et puisque les médias s'abstiennent majoritairement de leur rôle d'informateurs de l'opinion **il est de notre devoir prioritaire de le faire à leur place.**

Simultanément, des premières démarches incontournables peuvent être entreprises afin d'exiger un renforcement substantiel du pouvoir réel et décisionnel du Parlement européen ( qui va être renouvelé en mai prochain), l'annulation des traités actuels concoctés au seul profit de l'oligarchie financière, une réorientation de la politique monétaire en utilisant l'euro au service de l'emploi, du développement social ainsi que des services publics. En bref **construire une Europe démocratique et sociale**, avec des objectifs coopératifs non seulement à sa propre échelle mais aussi à celle du monde.

**Nous demandons que les collectivités territoriales d'Alsace exigent l'arrêt des négociations pour ce marché transatlantique.**